

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

## IV

*(Informacje)*INFORMACJE INSTYTUCJI, ORGANÓW I JEDNOSTEK ORGANIZACYJNYCH  
UNII EUROPEJSKIEJ

## PARLAMENT EUROPEJSKI

SESJA 2014-2015

Posiedzenia od 12 do 15 stycznia 2015 r.

STRASBURG

**PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 12 STYCZNIA 2015 R.**

(2022/C 447/01)

Spis treści	Strona
1. Wznowienie sesji .....	3
2. Oświadczenia Przewodniczącego .....	3
3. Zatwierdzenie protokołu z poprzedniego posiedzenia: patrz protokół .....	8
4. Skład Parlamentu: patrz protokół .....	8
5. Skład komisji i delegacji: patrz protokół .....	8
6. Podpisanie aktów prawnych przyjętych zgodnie ze zwykłą procedurą ustawodawczą (art. 78 Regulaminu): Patrz protokół .....	8
7. Petycje: patrz protokół .....	8
8. Porządek obrad .....	8
9. In Memoriam .....	9
10. Składanie dokumentów: patrz protokół .....	9

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

Spis treści	Strona
11. Jednominutowe wystąpienia w ważnych kwestiach politycznych . . . . .	10
12. Porządek obrad następnego posiedzenia: patrz protokół . . . . .	17
13. Zamknięcie posiedzenia . . . . .	17

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

## PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 12 STYCZNIA 2015 R.

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

*Präsident*

*(Die Sitzung wird um 17.05 Uhr eröffnet.)*

### 1. Wznowienie sesji

**Le Président.** - Je déclare reprise la session du Parlement européen interrompue le jeudi 18 décembre 2014.

### 2. Oświadczenia Przewodniczącego

**Le Président.** - Chers collègues, Philippe Braham, Franck Brinsolaro, Frédéric Boisseau, Jean Cabut, Elsa Cayat, Stéphane Charbonnier, Yohan Cohen, Yohav Hattab, Philippe Honoré, Clarissa Jean-Philippe, Bernard Maris,

Dix-sept personnes sont mortes. Ces dessinateurs, ces journalistes, ces policiers, ces simples employés, ces simples citoyens de confession juive sont morts parce qu'ils ont défendu et parce qu'ils ont incarné ce que les fanatiques ne veulent pas voir: la critique, l'humour, la satire, la liberté d'expression, notre «vivre ensemble» au-delà des opinions et des confessions, notre droit à vivre ensemble et en sécurité, notre liberté tout simplement.

Aujourd'hui, nous devons craindre que les journalistes et les dessinateurs de presse se censurent, que l'irrévérence des crayons se taise devant la violence des armes. Nous devons craindre de nouveau que les juifs français se sentent menacés chez eux en France et en Europe. Nous devons craindre que tout musulman soit suspecté, par amalgame irresponsable. Nous devons craindre que la peur de l'autre soit agitée pour déstabiliser notre société. Nous devons le craindre car, si cela se produit, les terroristes auront gagné et nous, nous aurons perdu la liberté.

Chers collègues, nous, les représentants du Parlement, incarnons nous aussi tout ce que ces fanatiques haïssent: la collaboration pacifique entre des hommes et des femmes que parfois tout sépare. Ensemble, nous devons lutter pour ne jamais nous laisser contaminer par la haine des terroristes. Nous devons défendre la liberté de tous en Europe et dans le monde. C'est pour cela que nous rendrons également hommage aujourd'hui aux très nombreuses victimes des fanatiques de Boko Haram au Nigeria. C'est un moment de grande tristesse mais nous devons agir avec prudence.

Permettez-moi de citer l'ancien premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, qui a dit après les attentats d'Oslo à Utoya: «Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance». Que ces mots guident notre travail dans cette Assemblée.

Je vous demande, chers collègues, de vous lever pour une minute de silence à la mémoire des victimes.

Merci beaucoup.

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

**Alain Lamassoure**, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, je veux vous remercier, et remercier tous nos collègues qui ont participé avec nous, hier à Paris – boulevard Voltaire – à cette immense marche pacifique pour la liberté. Partout ailleurs, dans toute l'Europe, des millions de personnes en ont fait un formidable tsunami populaire.

C'est pourquoi ce 11 janvier restera la date de naissance de l'Europe des peuples unis dans la diversité, unis dans l'adversité, unis pour nos valeurs et contre la haine. Unis non pas dans les livres, non pas dans les traités et pas même dans les discours, mais dans la rue et dans les cœurs. Car les victimes de Paris sont les mêmes que celles qui sont tombées à Madrid, à Londres, à Oslo, à Bruxelles ou à Toulouse. Vous l'avez dit, Monsieur le Président: des journalistes tués parce qu'ils étaient journalistes, des policiers tués parce qu'ils étaient policiers, des juifs tués parce qu'ils étaient juifs, des musulmans tués parce qu'ils avaient lu dans le Coran que la paix est le plus beau des noms de Dieu et d'humoristes tués parce qu'ils osaient rire.

Les vraies cibles sont nos valeurs universelles que l'Europe a proclamées la première et autour desquelles est fondé tout le projet européen: la liberté d'expression, la liberté de croire, la tolérance, le droit à toutes les différences, la dignité de la personne humaine et, bien sûr, la valeur de la paix – la valeur suprême. La paix comme but, comme moyen de régler tous les différends en préservant toutes les différences. C'est le miracle qu'a réussi l'Europe. Ce miracle est menacé. Déjà la haine était revenue insidieusement dans les discours, elle revient maintenant dans les actes.

À nous d'être dignes de ce formidable cri de fraternité poussé hier dans un immense silence par toutes les foules d'Europe.

*(Applaudissements)*

**Pervenche Berès**, *au nom du groupe S&D*. – Monsieur le Président, au nom de ce qui nous unit, au nom de ce que nous défendons et continuerons de défendre, au nom des droits fondamentaux de toutes les femmes et de tous les hommes, au nom de leur liberté de penser, de dire, de croire ou de ne pas croire, d'aimer et de rire, au nom de mon pays, la France, au nom de tous les pays de l'Union européenne et du monde entier qui ont vu des êtres humains tomber parce qu'ils étaient au mauvais endroit, au mauvais moment, parce qu'ils croyaient en un autre au-delà ou pas, parce que leur métier était de nous protéger ou parce qu'ils étaient aux yeux de lâches assassins les porte-drapeaux de nos valeurs, j'affirme avec les millions de citoyens qui se sont levés à Paris, en France, dans les villes et les villages de la planète entière, hier et les jours précédents, que nous ne céderons jamais.

Parce que l'Europe s'est construite sur le refus d'horreurs commises en d'autres temps. Parce qu'à la terreur doit répondre plus de démocratie et plus d'état de droit. Parce que la diversité est féconde quand la tolérance et la solidarité sont ses étendards. Parce que comme ici, aujourd'hui, quand un malheur frappe un des leurs, les autres sont à l'unisson. Nous ne laisserons personne nous diviser, ni dans l'Union ni dans nos nations.

Oui, nous sommes tous Charlie. Ce Charlie si gaulois, satirique toujours, si libre. Ils sont tombés avec d'autres sous des balles qu'aucun dieu n'a jamais commanditées. Mais leurs idéaux resteront vivants parce qu'ils font notre raison d'être ensemble: le refus de la peur, de celle de l'autre, de la haine, de la barbarie.

L'idéal que les victimes des terroristes chérissaient est le nôtre: la démocratie. Soyons-en fiers, défendons-la et décernons un prix Sakharov exceptionnel à Charlie Hebdo.

*(Applaudissements)*

**Helga Stevens**, *namens de ECR-Fractie*. – De laatste dagen keken wij in Europa en de hele wereld met grote verbijstering en verdriet toe hoe onze Europese waarden van democratie, verscheidenheid, vrijheid en tolerantie bedreigd werden en hoe wij, burgers, en onze veiligheid aangevallen werden. Deze zinloze en weezinwekkende daden van geweld en moord gaan ons bevattingvermogen en ons verstand te boven.

Maar uit de duisternis die ons de voorbije week omringde, kwam wat ons verbindt sterker dan ooit naar voren: onze waarden. Europese burgers hebben massaal hun stem laten horen, een stem die zegt: "Wij staan voor vrijheid, wij staan voor tolerantie, wij staan samen."

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

Deze week heeft aan Europa en de wereld getoond dat, wat er ook gebeurt, onze waarden onveranderd blijven. Wij geloven in de vrijheid om godsdienst te beleven, de vrijheid om te denken en te zeggen wat wij willen, maar vooral in een samenleving vrij van angst.

De tragedies en het lijden in Frankrijk moeten onze vastberadenheid nog sterker maken. Wij mogen niet onder elkaar vechten of elkaar met de vinger wijzen. De uitdaging bestaat er niet alleen in om onze veiligheid te verzekeren, maar ook om onze samenleving te verbinden. Alleen samen kunnen wij hier sterker uitkomen. Daarbij is niemand meer of minder omdat hij of zij een andere achtergrond heeft. Voor ons is het niet het verleden, maar de toekomst die van belang is. En dat zal een toekomst zijn, gebaseerd op de fundamentele Europese waarden en vrijheden.

Wij delen allen in de pijn van Frankrijk en bieden onze diepste blijk van medeleven aan. Woorden kunnen helaas het verdriet niet helpen minderen, maar wij kunnen vandaag wel beloven dat, wanneer haar waarden worden bedreigd, Europa sterk, vrij en verenigd zal blijven en daadkracht zal tonen.

**Guy Verhofstadt**, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, chers collègues, ce n'est pas la première fois que le terrorisme tue en Europe, mais jamais un attentat n'a provoqué un tel choc, comme l'a démontré la manifestation d'hier à Paris où l'on a pu voir côte à côte Mahmoud Abbas et Benjamin Netanyahu.

Un symbole de la liberté d'expression, valeur première de notre démocratie, a été visé, et si nous sommes tous Charlie, ici dans cet hémicycle, c'est d'abord parce que nous sommes tous Européens et attachés au système séculier d'état de droit que nous avons bâti. N'oublions pas que parmi les trois policiers assassinés, il y avait une femme noire, un musulman et un français de souche. Cela prouve que nos sociétés sont multiculturelles et que notre état de droit a la vocation de donner une chance à tous.

Pourtant, de Madrid à Londres, et aujourd'hui à Paris, nous devons également reconnaître un échec. Ces terroristes sont nos enfants, nés, élevés et morts sur notre sol. Certes, l'enfermement sectaire qui frappe une partie de la jeunesse et l'endoctrinement djihadiste de certains est un phénomène qui touche tout le monde musulman, mais il pose aussi la question de notre rôle et de notre responsabilité européenne.

Pendant beaucoup trop longtemps, l'Europe a cru pouvoir se détourner des problèmes du monde. L'entrée en Iraq et l'indifférence envers la Syrie sont des sources de terrorisme. Elles ont un impact énorme sur nos vies quotidiennes et nous devons, ensemble, créer une capacité d'agir dans notre voisinage au lieu, Monsieur le Président, de confondre l'islam et l'islamisme, cette idéologie théocratique. L'islam a autant sa place dans nos sociétés que le christianisme, le judaïsme ou toute religion ou philosophie, et l'immensité des foules de toutes origines qui ont manifesté ces derniers jours en est la preuve vivante et vibrante.

Enfin, il nous faudra prendre des mesures supplémentaires contre le terrorisme à l'échelle européenne. Cette réponse ne peut pas prendre la forme d'une limitation des libertés civiles, mais doit justement servir à les préserver. La restriction de ces libertés est précisément le but visé par les terroristes.

Il y a peut-être quelque chose de positif, chers collègues, dans toute cette tragédie. La semaine dernière, pour moi, est née pour la première fois une autre Europe: l'Europe des peuples, l'Europe des citoyens et surtout l'Europe des valeurs.

(Applaudissements)

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

**Patrick Le Hyaric**, *au nom du groupe GUE/NGL*. – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, nous saluons le puissant élan de solidarité des peuples européens et du monde entier avec le peuple français en deuil, mais debout et déterminé face aux exécutions dont ont été victimes des journalistes – beaucoup de mes amis personnels –, des policiers et des citoyens de confession juive. Hier, dans chaque ville et dans chaque village, le peuple de France, uni, s’est rassemblé pour dresser un front, un barrage solide contre le fondamentalisme intégriste, contre la barbarie. Et il l’a fait en étant bien conscient qu’ailleurs dans le monde, de Bagdad à Kaboul, d’Alep à Kobané, la même terreur inonde de sang les rues. Celles et ceux qui ont été assassinés l’ont été pour ce qu’ils représentaient. Certains la religion juive, les policiers le service public de la République française, et nos amis journalistes parce qu’ils représentaient l’esprit libre et frondeur, le refus de l’esprit de caserne.

Par fidélité aux idéaux de ces amis exécutés, il nous faudra éviter toute récupération politicienne et réfléchir à travailler plus aux moyens d’éviter cela, aux moyens efficaces d’éradiquer le terrorisme. À l’évidence, l’esprit de guerre ne le permet pas. Quel est le bilan de quinze années de guerre contre le terrorisme? Il faut s’y prendre autrement et porter un plan de codéveloppement, de dialogue avec les peuples du Proche et du Moyen-Orient. Le refus de faire droit au mouvement national palestinien depuis si longtemps n’a fait que jeter du sel sur des plaies de l’humiliation. Le débat va certainement naître aussi entre la dialectique de liberté et celle de la sécurité. On ne peut sacrifier la sécurité sur l’autel de la liberté. On ne peut sacrifier la liberté sur l’autel de la sécurité. Les deux doivent vivre et progresser de pair. Nous avons la responsabilité de jeter de nouveaux ponts avec la Méditerranée pour un nouveau type de dialogue et de coopération tout en asséchant le financement des réseaux terroristes.

Enfin, on ne peut laisser, comme c’est le cas aujourd’hui, tant de quartiers à l’abandon, d’enfants, d’adolescents en souffrance, de jeunes sans avenir. Voilà pourquoi il faut sortir des choix d’austérité pour donner des moyens financiers à l’école, à la culture, au sport, à la formation, à la petite enfance, à l’emploi et à l’aide aux villes.

Ceci doit nous faire réfléchir en même temps. Il faut absolument sortir des amalgames, des discours de division et de haine qui se répandent depuis des mois. Au contraire, c’est l’esprit de l’unité populaire qui doit primer, l’esprit du débat, le rejet de l’exclusion pour faire société commune, Europe commune.

La France a dit hier son esprit de fraternité, du vivre ensemble contre la barbarie, soyons-en dignes!

*(Applaudissements)*

**Michèle Rivasi**, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, mes pensées – nos pensées – vont aux dix-sept victimes, artistes et journalistes défendant la liberté d’expression, policiers, juifs, chrétiens, athées et musulmans, ainsi qu’à leurs familles et à leurs proches. Mes pensées vont à ces millions de citoyens en France, en Europe et dans le monde qui ont exprimé leur chagrin et leur soutien, et qui nous ont encore rappelé hier que le camp de la peur et de la haine n’a pas gagné.

Pourtant, au lendemain de ces attentats, au réveil de cet immense choc en France et en Europe, nous devons encore veiller à ne pas tomber dans un double piège. Le piège des fanatiques à l’origine de ces terribles attentats, mais également le piège des démagogues de tous bords qui considèrent les événements de ces derniers jours comme une déclaration de guerre de l’islam au reste de la planète. Tout comme nous n’accepterons pas de guerre de civilisation, nous n’accepterons pas les amalgames nauséabonds pratiqués par les mouvements identitaires et nationalistes à travers l’Europe.

Un autre piège s’annonce également, celui de voir nos libertés publiques noyées sous un nouvel arsenal sécuritaire au prétexte de lutter contre le terrorisme. Rappelez-vous la réponse apportée par les États-Unis après le 11 septembre: le *Patriotic Act* a mené à de nombreuses dérives qui ont mis en danger les droits et libertés des citoyens jusqu’en Europe, à l’instar du scandale des prisons et des vols secrets de la CIA. Ne tombons pas dans ce piège. On ne protège pas les droits humains en les reniant, on ne protège pas la liberté avec moins de liberté, comme le déclarait M. Schulz.

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

Agissons contre la stigmatisation et la discrimination des enfants d'Europe en fonction de leur religion, de leur nom, de leur origine ou du quartier où ils vivent. Stoppons cette spirale où l'échec annoncé de notre jeunesse se transforme pour tous en désespoir et pour quelques-uns en haine et en barbarie. Puisque nous préparons un plan d'investissement européen, profitons-en pour donner une priorité à l'éducation, à la formation et au service public pour ces millions de jeunes, donnons aux enfants d'Europe plus d'amour et moins de haine comme l'illustrait encore, il y a peu, une couverture du magazine de Charlie Hebdo.

*(Applaudissements)*

**Nigel Farage**, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, I join with you and others in utterly condemning what has happened and in sympathising with the families and friends of those affected. It was quite something to see millions of people on the streets of Paris and elsewhere – sincere, worried, and, in some cases, very frightened people.

However, there were also 40 significant, important political leaders, and they too were using the language of unity and solidarity; but I am afraid, for them, *'Je suis Charlie'* is simply not enough, because we need now to have an honest admission that, actually, our political decisions have led to much of what has happened.

Just think about foreign policy: from Afghanistan, through Iraq to Libya, and even the attempt to seek to arm the rebels in Syria. We were told that all of this was done to make our streets safer. In fact, what we have done is to stir up very deep resentment within much of the Muslim community, and it has had the very opposite of the desired effect. We have pursued policies of mass immigration at a rate that has made it frankly impossible for many new communities to integrate. For that, I think, we have to hold our hands up.

Perhaps worst of all, we have been guilty of weakness, of lack of courage and of a lack of assertion in who we are as people, and we have turned a blind eye within many of our minority communities to practices that would not be tolerated in the rest of the population. Indeed, we have allowed preachers of hate to go around saying things that are totally unacceptable.

The result of all this is that we have, I am sad to say, a fifth column that is living within our own countries and is utterly opposed to our values. How we deal with that problem is vital for the future. We must embrace the vast majority of Muslims, who themselves are horrified at the civil war that is going on within Islam. But unless we are prepared to admit our own culpability in much of what has happened, we are not going to be able to find solutions. I would suggest for the future, however, that we are going to have to be a lot braver and a lot more courageous in standing up for our Judeo-Christian culture.

*(Applause from the right)*

**Marine Le Pen (NI)**. - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'abord de remercier les peuples frères d'Europe qui se sont sentis depuis cinq jours en communion avec le peuple français et ont rendu avec nous hommage à toutes ces vies détruites.

Je crois que le premier devoir que nous avons à l'égard des victimes, c'est de mettre un nom sur ce qui les a tuées. Ce n'est pas le terrorisme qui les a tuées. Le terrorisme, c'est un moyen. C'est le fondamentalisme islamiste qui les a tuées. C'est cette idéologie mortifère qui a fait tant de victimes et tant de malheurs depuis cinq jours mais qui en fait tant dans le monde par milliers aujourd'hui, au moment même où nous nous parlons.

Nos sociétés, nos pays sont attaqués parce que nos valeurs sont honnies par les fondamentalistes. Cela aussi, nous nous devons de le regarder en face. Nos valeurs, au premier rang desquelles est évidemment la liberté.

M. Mezri Haddad, ancien ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco, dénonçait dans une tribune, il y a quelques jours, trente ans de laxisme, d'angélisme, de conformisme, écrits par les concessions aux tenants de l'islam identitaire, holistique et totalitaire, au nom de la démocratie et de la tolérance républicaines. Il appelait à l'autocritique. C'est cela que nous devons faire, l'autocritique. L'Europe est-elle capable de nous protéger nous, peuples européens, de la menace du fondamentalisme islamiste? Est-ce que l'ouverture totale de nos frontières nationales peut être un moyen pour contrôler les fondamentalistes qui passent les frontières dans un sens ou dans l'autre? Est-ce que les politiques économiques d'austérité ne sont pas celles qui ont effondré nos capacités de réponse et ont désarmé notre police, nos moyens de renseignement et notre armée? Voilà toutes les questions que nous devons nous poser.

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

Moi, en ce qui me concerne, ma religion est faite: laissez les nations se défendre!

(Applaudissements à droite)

- 3. Zatwierdzenie protokołu z poprzedniego posiedzenia: patrz protokół**
- 4. Skład Parlamentu: patrz protokół**
- 5. Skład komisji i delegacji: patrz protokół**
- 6. Podpisanie aktów prawnych przyjętych zgodnie ze zwykłą procedurą ustawodawczą (art. 78 Regulaminu): Patrz protokół**
- 7. Petycje: patrz protokół**
- 8. Porządek obrad**

**Der Präsident.** - Der endgültige Entwurf der Tagesordnung dieser Tagung, wie er in der Konferenz der Präsidenten in ihrer Sitzung vom Donnerstag, dem 8. Dezember 2015 gemäß Artikel 149 der Geschäftsordnung festgelegt wurde, ist verteilt worden. Zu diesem Entwurf wurden folgende Änderungen beantragt:

*Montag/Dienstag:* Keine Änderung

*Mittwoch:* Die Fraktion der Grünen beantragt, eine Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission / Hohen Vertreterin zu den neuesten Gräueltaten in Nordnigeria auf die Tagesordnung zu setzen. Die Debatte soll mit einer Entschließung abgeschlossen werden.

**Heidi Hautala (Verts/ALE).** - Mr President, as you have mentioned, our group proposes that we have a statement by the High Representative, preferably with a resolution, on the amazing, incredible, horrendous atrocities that have been conducted by the terrorist Islamist group, Boko Haram, in northern Nigeria. A whole town with its 2 000 people seems to have been wiped out, and this seems to be the most extensive and horrendous atrocity that this group has so far perpetrated. So I would ask that this House agree that we have it on our agenda on Wednesday.

**Enrique Guerrero Salom (S&D).** - Señor Presidente, mi Grupo quiere apoyar que haya una declaración por parte de la Alta Representante y que procedamos a un debate sobre estos hechos, que se producen ya repetidamente en Nigeria y que están afectando a la vida de muchas personas y causando humillación, especialmente a las mujeres.

En todo caso, preferiríamos que la Resolución se adoptara en el siguiente Pleno, puesto que la discutiremos al final de esta semana y no tendremos mucho tiempo para prepararla, pero estamos a favor del debate y de la declaración. Sí nos parece importante abordar este asunto y preferiríamos que la Resolución se incluyera en el orden del día del período parcial de sesiones de febrero.

**Der Präsident.** - Möchte jemand dagegen sprechen? Das ist nicht der Fall.

Frau Hautala, dann frage ich Sie: Sind Sie mit dem Vorschlag von Herrn Guerrero einverstanden, dass wir zunächst eine Erklärung hören und dann die Entschließung in der nächsten Sitzung machen?

**Heidi Hautala (Verts/ALE).** - Mr President, I think this is a very good solution. I think it is our duty to discuss it this week.

(Das Parlament nimmt den Antrag an.)



Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

**Davor Ivo Stier (PPE).** - Mr President, it is not to speak against, but just a question of whether we should have such an important debate on Wednesday or rather on Thursday morning, when probably more MEPs would be able to participate, rather than to have it late on Wednesday evening, given how the agenda looks at the moment.

So the proposal is to have it, but on Thursday in the morning.

**Der Präsident.** - Wir haben die Abstimmung eigentlich jetzt schon durchgeführt. Im Übrigen ist es so, dass Frau Mogherini am Mittwoch ganztätig hier ist, insofern macht es – glaube ich – Sinn, die Erklärung der Hohen Vertreterin dann auch am Mittwoch zu hören.

Wir werden versuchen, den Punkt so auf die Tagesordnung zu setzen, dass möglichst viele Kolleginnen und Kollegen teilnehmen können.

*Donnerstag: Keine Änderung*

*(Der Arbeitsplan ist somit angenommen.)*

## 9. In Memoriam

**Der Präsident.** - Meine Damen und Herren! Ich habe Ihnen weitere traurige Mitteilungen zu machen.

Am 19. Dezember verstarb unser Kollege Philip Bradbourn im Alter von 63 Jahren nach einer schweren Krankheit. Kollege Bradbourn war seit 1999 Abgeordneter dieses Hauses. Er vertrat – wer ihn kannte, kann das bestätigen – mit großem Stolz seine Region, die West Midlands. Philip Bradbourn begann seine politische Karriere, nachdem er über 20 Jahre als Stadtplaner beruflich tätig war.

Ich habe im Namen des Europäischen Parlaments seinen Freunden bereits unser herzliches Beileid ausgesprochen. Ich möchte das an dieser Stelle erneut tun. Das Europäische Parlament wird Herrn Bradbourn nicht vergessen.

Am 26. Dezember vergangenen Jahres verstarb Leo Tindemans im Alter von 92 Jahren in seinem Haus in der Nähe von Antwerpen. Tief geprägt von der brutalen Besetzung seines Heimatlandes durch die Nazis, die ihn als jungen Mann, als Achtzehnjährigen, zur Flucht zwangen, arbeitete Tindemans sein ganzes Leben lang unermüdlich für den Frieden in Europa – als Abgeordneter im belgischen Parlament, als Premierminister des Königreichs Belgien, als Außenminister seines Landes und als Mitglied des Europäischen Parlaments. In den ersten Direktwahlen zum Europäischen Parlament wurde Tindemans in Belgien mit einer solchen Mehrheit gewählt, dass die Zeitungen ihn schon damals zum „Mister Europa“ ernannten. Ich glaube, diesen Namen trug Leo Tindemans zu Recht. Er war ganz sicher ein großer Europäer.

Seiner Familie spreche ich im Namen des Europäischen Parlaments unser herzliches Beileid aus. Wir werden Leo Tindemans ein ehrendes Andenken behalten.

Ich bitte Sie, meine Damen und Herren, sich zu Ehren von Philip Bradbourn und Leo Tindemans von Ihren Plätzen zu erheben.

*(Die Mitglieder des Parlaments erheben sich zu einer Schweigeminute.)*

## 10. Składanie dokumentów: patrz protokół

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

## VORSITZ: ULRIKE LUNACEK

*Vizepräsidentin*

### 11. Jednominutowe wystąpienia w ważnych kwestiach politycznych

**Die Präsidentin.** - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgen die Ausführungen von einer Minute zu Themen politischer Bedeutung (Artikel 163 GO).

**Claude Rolin (PPE).** — Madame la Présidente, la directive concernant le détachement des travailleurs est un sujet des plus sensibles pour les travailleurs et pour les chefs entreprise, notamment dans les secteurs de la construction et du transport routier.

Quotidiennement, je suis interpellé par des employeurs et des citoyens. Le dumping social est un véritable fléau, sur lequel se développe le rejet du projet européen. Il doit fermement être combattu. La directive d'exécution devrait corriger certaines des faiblesses de la directive sur le détachement. Mais il y a urgence pour sa transposition dans les législations nationales. Elle doit se faire de façon ambitieuse afin d'assurer les droits des salariés et de mettre fin aux abus, aux fraudes et à la concurrence déloyale.

En la matière, les autorités nationales et européennes doivent pouvoir s'appuyer sur l'expérience et la connaissance des partenaires sociaux. Dès à présent, il nous faut envisager les modalités d'une révision partielle de cette directive.

**Csaba Molnár (S&D).** – Elnök Asszony! Egy szörnyű idézettel szeretnék kezdeni: „Nem akarunk tőlünk különböző kulturális tulajdonságokkal és háttérrel rendelkező jelentős kisebbséget látni magunk között, Magyarországot szeretnénk Magyarországgént megtartani.” Ezt a szörnyű mondatot nem egy szélsőjobboldali politikus, hanem Magyarország miniszterelnöke, Orbán Viktor mondta a tegnapi párizsi Köztársasági Menetet követően. Szégyenletes, kirekesztő és rasszista szavak ezek. A terror áldozatainak emlékét, a franciákat és Európát is sérti, amikor a miniszterelnök a bevándorlókról, mint minden rossz okozóiról beszél. Orbán ismét bebizonyította, hogy nincs helye az európai vezetők között. A párizsi meneten jómagam is részt vettem és láttam, hogy ez a menet nem a kirekesztésről, hanem éppen az összetartozásról, az európai szellemiség megerősítéséről szól. Ezért itt az Európai Parlamentben is világossá kell tennünk: Orbán Viktor, a magyar miniszterelnök nem a magyarok nevében beszélt, mi magyarok nem ilyenek vagyunk! Liberté, Égalité, Fraternité – ezt valljuk mi továbbra is!

**Ангел Джамбазки (ECR).** - Г-жо Председател, на фона на събитията от Париж, в които се видя и се случи истински ислямски терор над европейските ценности, съм изключително обезпокоен от новините и от предположението, че голям брой нелегални емигранти, които се намират на територията на европейски държави, ще бъдат върнати обратно в България.

Ситуацията в момента изисква изключителна европейска солидарност, изисква сериозен разговор по темата с нелегалните емигранти и изисква решения да бъдат взимани на общоевропейско ниво, в духа на общата европейска отговорност и на общата европейска солидарност. България не може да си позволи да издържа на територията си огромна група нелегални емигранти с недоказан произход и неполучили съответния бежански статут.

Сегашната ситуация в Европейския съюз налага изграждане на обща политика за сигурност и налага едно общо поведение, което да гарантира едновременно и нашата сигурност, и запазването на нашите права и ценности.

**Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE).** - Señora Presidenta, en Venezuela hay persecución política, censura de los medios y de internet, detenciones arbitrarias, encarcelamientos ilegales, torturas y asesinatos y un acoso sistemático a la oposición. Esto no es una opinión. Es la realidad oprobiosa que demuestran los hechos. Países como Bélgica han reconocido esta persecución política concediendo asilo de urgencia a perseguidos. Leopoldo López, el opositor, lleva meses encarcelado ilegalmente.

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

Este Parlamento acaba de pronunciarse mayoritariamente condenando esta situación, pero me turba y me desconcierta que 109 eurodiputados hayan rechazado condenarla. Quiero decir en este momento, y quiero reconocer, que la mayoría de este Parlamento, un 75 %, no solamente la condena sino que va a hacer lo que haya que hacer para que el Gobierno venezolano asuma las responsabilidades que deba asumir y recupere los derechos humanos para sus ciudadanos.

Quiero decir aquí que, de la misma manera que se enseñan imágenes de personas que supuestamente han sido..., perdón.

Geraldine Moreno, lo siento, esto es para ti y esto es para Rosa Orozco, que es tu madre: «Los resistentes estamos también aquí en el Parlamento. Lo siento, pero vamos a resistir y te prometo que vamos a hacer lo que tengamos que hacer».

**Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL).** - Κυρία Πρόεδρε, στις 6 Ιανουαρίου 2015 η Τουρκία, συνεχίζοντας τις παράνομες ενέργειες, εξέδωσε νέα οδηγία

**Jordi Sebastià (Verts/ALE).** - Señora Presidenta, queridos colegas, el 15 de enero del año pasado la Agencia Europea de Medicamentos dio una buenísima noticia a los enfermos de hepatitis C: los nuevos fármacos, eficaces en el 90 % de los casos, habían pasado los controles y eran autorizados.

Pero esta alegría inmensa para pacientes que hasta entonces estaban sentenciados no se puede compartir en el Estado español, porque el Gobierno ha restringido su uso a unos pocos casos —seis o siete mil—, mientras los médicos dicen que al menos treinta mil enfermos lo necesitan. Los enfermos se ven desamparados. Doce afectados mueren cada día. Han tenido que encerrarse en hospitales en Madrid o en Girona, y siguen esperando una respuesta. Como ellos dicen, el Gobierno español salva bancos y recorta vidas.

La clave de este conflicto es la sumisión a las grandes compañías farmacéuticas, que imponen sus precios: las ganancias por encima de la vida de las personas. Y, si la Comisión Europea las apoya mientras sus ciudadanos mueren por culpa de esa actitud irresponsable, se convierte en su cómplice.

**Tim Aker (EFDD).** - Madam President, we are told that we must stay in the EU because of jobs. Well, tell that to 220 of my constituents who lost their jobs when Tilbury power station closed in 2013. The Large Combustion Plant Directive has forced the closure of the plants in the UK that provide us with a third of our energy. All of this was done while Ed Miliband was Secretary of State at the Department of Energy and Climate Change. My residents in Thurrock need to ask Mr Miliband and his candidate in Thurrock, who worked for him at the time, why they did nothing to save those jobs.

Together you have cost jobs in my community. The days of Labour looking out for working people in my constituency and my country are long gone. You have forgotten about communities like Tilbury and the people of Thurrock. In May you will be judged by your actions, because UKIP is standing up for working people in the United Kingdom.

**Zoltán Balczó (NI).** – A Déli Áramlat gázvezeték megépítése Ukrajnát elkerülő alternatívát biztosítana több európai ország számára, növelve így az ellátásbiztonságot. Azonban az Unió liberális, bürokratikus versenyszabályai megakadályozzák ezt. Hozzáteszem, az Északi Áramlat esetében – amely egyedül Németországot látja el – ez nem jelent problémát. Az Egyesült Államok budapesti nagykövetségét vezető ügyvivő kijelentette – abszolút kijelentést tett –, hogy a Déli Áramlat megépítése veszélyezteteti Magyarország energiafüggetlenségét. Az ok világos, hogy miért mondja. Nekik az az érdekük, hogy az orosz gázszállítás tranzitországa egyedül Ukrajna maradjon, amelynek kormánya kiszolgálja az ő érdekeiket. Az Európai Uniónak el kell döntenie kinek az érdekeit szolgálja. Egy globális hatalmi játszmaiban az Egyesült Államok csatlósa lesz, vagy pedig a tagországok, az európai lakosság érdekeit szolgálja?

**Marijana Petir (PPE).** - Gospođo predsjednice, kao osoba koja se zalaže za vladavinu prava, tražim od Europske komisije da uvjetuje Srbiji ukidanje izmjena i dopuna Zakona o organizaciji i nadležnosti državnih organa u postupku za ratne zločine koji je stupio na snagu 2010. godine.

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

U suprotnom, Srbija neće moći nastaviti svoj europski put koji je započela jer ugrožava suverenitet Republike Hrvatske i njezinih građana. Naime, Srbija si je odredbama ovog zakona uzela za pravo suditi hrvatskom državljaninu za navodni zločin počinjen na hrvatskom teritoriju protiv drugog hrvatskog državljanina što je u suprotnosti s međunarodnim kaznenim pravom te europskom praksom. Koliko je apsurdan ovaj zakon, govori i činjenica da je na temelju njega u Srbiji doslovce otet hrvatski branitelj Veljko Marić, kojega su srpske vlasti zatvorile, a tek potom raspisale međunarodnu tjeralicu i već 5 godina ga drže u zatvoru.

Stoga očekujem od Europske komisije da odmah zatraži od Srbije stavljanje van snage ovog zakona i isto tako da se Veljka Marića transferira u Hrvatsku i omogući mu se pošteno suđenje.

**Jiří Pospíšil (PPE).** - Paní předsedající, já chci informovat kolegy o tom, že u nás v České republice jsme přijali a v těchto dnech začíná být účinná novela zákona o veřejných zakázkách, která transponuje velkou část směrnice o zadávání veřejných zakázek, která byla přijata tímto Parlamentem v roce 2014. Z té odborné debaty, kterou jsme u nás v České republice vedli, jasně vyplývá, že je dobře, pokud na úrovni Evropy jsme schopni se shodnout na základních principech práva, které upravuje veřejné zakázky. Podnikatelé, kteří chtějí soutěžit nejen ve svých národních státech, ale řekněme na celém území Evropy, mohou předvídat, jaká pravidla veřejné soutěže budou upravovat, a pokud se ta pravidla sobě podobají, pak se domnívám, že tím pro podnikatele, ať již se jedná o střední podnikatele, menší podnikatele nebo větší podnikatele, vytváříme prostor pro lepší podnikání a i lepší zaměstnanost.

Takže vítám tuto směrnici a domnívám se, že bychom do budoucna měli sledovat, jak bude tato směrnice aplikována, a případně uvažovat o dalším rozšíření oblastí práva pro veřejné zakázky, které by mělo být společně upraveno.

**Catherine Stihler (S&D).** - Madam President, I want to raise in the Chamber this evening the appalling crime of human trafficking and, in particular, the distressing subject of child trafficking. Human trafficking is the fastest growing criminal industry in the world; it is the second largest source of illegal income worldwide, 1.2 million people are trafficked every year globally, and it is estimated that 27 to 35 million people worldwide are trapped in a life of slavery. That is just short of the entire population of Poland.

I want to commend the work of Tearfund with their 'No child taken' campaign, which tackles this issue head on. By focusing on 50 000 of the most vulnerable children, helping through education and vocational training and equipping them with skills which can lift them out of poverty, it is hoped that this will help keep those children safe from trafficking.

In conclusion, a child is trafficked every 30 seconds. In the time I have been speaking tonight, two children will have fallen prey to traffickers. We have to work together to tackle this appalling crime and to ensure that children are protected across the world.

**Alfred Sant (S&D).** -Fl-aħħar snin bnejna struttura qawwija ta' harsien għaż-żona euro. Hi qed tithaddem permezz ta' batterija shiha ta' għodod maħsuba biex ikejl s-saħħa ekonomika u finanzjarja tal-pajjiżi membri u jzommu r-riżultati ekonomiċi u finanzjarji tagħhom fil-parametri mixtieqa. Dan jagħti l-impressjoni li qed nikkontrollaw is-sitwazzjoni aħjar. Għaliex, mela, żvilupp li suppost jitqies bħala relattivament ɕkejken għaż-żona, bħall-elezzjoni fil-Greċja, iqajjem inkwiet kbir?

Il-proġett tal-euro huwa wieħed politiku; appuntu għalhekk sar importanti wisq biex jithalla jfalli. Din tibqa' l-aqwa saħħa tiegħu u l-aqwa dghufija. Il-proġett inbena fuq il-baži tas-soft power enormi li tgawdi minnu l-Unjoni Ewropea. Imma mill-bidu nett iż-żona euro ma kinitx żona monetarja ottimali. Ma kellhiex l-istrutturi federali meħtieġa biex iżommuha soda u d-diverġenzi ekonomiċi fi hdanha ždiedu mas-snin. It-thaddim ta' pożittiviżmu tekniku biex nikkontrollaw is-sitwazzjoni qed jispicċa eżerċizzju ta' fetiċiżmu politiku li qed jherri l-istess soft power tal-Unjoni. Hafna mill-linji gwida taż-żona euro jtilqu minn premissi li għadda żmienhom imma li jridu jiġgeddu b'mod politiku u mhux tekniku.

**Joachim Starbatty (ECR).** - Frau Präsidentin! Ich berichte von einem Erlebnis in meinem Brüsseler Büro, das ich wahrscheinlich mit vielen von Ihnen teile.

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

Bei konzentrierter Anspannung vor meinem Rechner werde ich aus meinem Tun gerissen: Das Licht geht aus, ich springe auf, will zum Schalter und stolpere über die herausgezogene Schublade meines Schreibtischs. Wie von Zauberhand geht das Licht wieder an. Nach einer halben Stunde dasselbe Spiel. Nun begreife ich: In meinem Abgeordnetenbüro ist ein unsichtbarer Bewegungsmelder installiert. Er soll wohl prüfen, ob noch jemand im Raum ist oder ob vergessen wurde, das Licht zu löschen.

Ich weiß nicht, ob so wirklich Strom gespart wird. Aber der tiefere Sinn liegt vielleicht darin, dass wir uns bewegen, aufstehen und mit den Händen rudern müssen, um zu signalisieren, dass wir da sind. Wenn das gewollt ist, Frau Präsidentin, dass wir abends in unserem Abgeordnetenbüro Sport betreiben, dann würde ich vorschlagen, dass wir den Rhythmus von einer halben Stunde auf eine Viertelstunde verkürzen, damit wir mehr Abendsport betreiben können.

**Die Präsidentin.** - Herr Starbatty, wir werden diesen Vorschlag prüfen. Aber bewegen kann man in diesem Gebäude auch anders, indem man rasch von einem Büro zum nächsten geht. Das wäre eine andere Variante.

**Илхан Кючюк (ALDE).** - Г-жо Председател, колеги, по стечение на обстоятелствата се изправям пред тази авторитетна зала в дни, когато нашият Европейски съюз е под разтърсващото влияние на бруталния терористичен акт в Париж. Акт, който бе заклеймен от председателя на най-голямата либерална партия в България, г-н Лютви Местан, с оценката, че всяко едно цивилизационно различие не само не е повод за тероризъм, а е повод за още по-убеден общ стремеж към пълнотата и мултикултурализъм.

На този фон ви представям развитието на един анахроничен по своята същност проблем на нетолерантност в Република България. Казвам развитието, защото вече имах възможността да го маркирам по време на пленарната сесия на 12 ноември 2014 г. Държа в ръцете си акта за установяване на административно нарушение на Централната избирателна комисия. Нарушението ми е, че по време на последната предизборна кампания, редом с официалния български език, съм използвал няколко изречения и на майчиния си език.

Възражих пред компетентните български власти, възразвам и тук пред вас. Връченият ми административен акт е грубо нарушение на член 10 от Европейската конвенция за правата на човека и основните свободи, на член 9 от Рамковата конвенция за защита на националните малцинства, както и на членове 11 и 22 от Хартата за основните права на Европейския съюз.

Г-жо Председател, приключвайки, повдигам този въпрос не защото не обичам родината си, а защото искам и тя да достигне до високите демократични стандарти на обединена Европа.

**Matt Carthy (GUE/NGL).** - Madam President, in order to force the Irish people to pay 43% of the European banking crisis, Dublin governments have introduced several new stealth charges and taxes that have caused devastation and hardship to many families. These taxes have not led to improved services; they have been unfair and have deliberately targeted those on lower incomes disproportionately. The Irish people are sending a very clear message that they have had enough. In their hundreds of thousands, Irish communities have joined together and marched against the latest tax on their families. The Irish Government has called it a water charge, but the Irish people see it for what it is: another tax which, if introduced, would put many families over the edge and would further hamper domestic economies.

That under pressure the Irish Government has now introduced temporary caps proves that the charge has absolutely nothing to do with water conservation but is just another attack on Irish families. I want to take this opportunity to declare in the European Parliament, as it has been declared on streets in every town in Ireland, that the water tax will be defeated and a new economic policy that is based on fairness and prosperity and against the austerity agenda will emerge.

**Karima Delli (Verts/ALE).** - Madame la Présidente, chers collègues, hier à Paris et partout en Europe et même dans le monde, nous étions des millions à dire: «Nous n'avons pas peur. Nous sommes là pour défendre nos valeurs contre l'attaque menée notamment contre cette liberté d'expression, contre ce vivre ensemble». Nous le disons: nous voulons rester ensemble.

Cette volonté est une chance. Après la peur que nous avons vécu, hier nous avons vécu l'unité dans la diversité et démontré l'envie de poursuivre l'aventure ensemble.

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

Plus que jamais, construisons ensemble l'Europe, une Europe inclusive dans laquelle chacune et chacun a sa place, une Europe dans laquelle plus personne ne peut être menacé parce qu'il est journaliste, parce qu'il est juif, parce qu'il est musulman, policier ou migrant.

Certains ont peur des amalgames, d'autres ont peur pour leur sécurité. Cette peur est compréhensible au vu des derniers jours, mais nous devons leur dire bien haut et bien fort: «Nous sommes tous ensemble. Il ne faut pas avoir peur. Nous avons besoin de tout le monde pour construire l'avenir de notre société».

Et je termine en citant un proverbe mexicain: «Ils ont voulu nous enterrer; ils ne savaient pas que nous étions des graines, des graines de liberté, des graines de démocratie». Alors prenons nos responsabilités.

**Giulia Moi (EFDD).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, oggi qui voglio sollevare l'attenzione su un pericolo che sta per incombere su una piccola isola al centro del Mediterraneo, ricca di rare specie animali e vegetali: la Sardegna. Presto, infatti, la Sardegna potrebbe essere riempita da scorie radioattive.

Dopo averci imposto le basi militari e i loro inquinamenti di polvere di piombo e uranio, adesso, a danneggiare la salute dei cittadini, ci potrebbero essere anche i rifiuti nucleari. A pochi giorni dallo smistamento del materiale, il governo tiene tutti all'oscuro su dove, come e quante scorie stoccare. È arrivato il momento che qualcuno, l'Europa per prima, prenda provvedimenti e scongiuri il terribile destino a cui potrebbe andare incontro quest'isola: quello di diventare la prima discarica di immondizia tossica d'Europa. Per questo, oggi, in quest'Aula, chiedo formalmente alla Commissione che vigili e intervenga prima che sia troppo tardi!

**Λάμπρος Φουντούλης (NI).** - Κυρία Πρόεδρε, η Ευρώπη βιώνει πρωτόγνωρες καταστάσεις βίας. Θέλω να πιστεύω πως όλοι καταδικάζουμε τη βία και την τρομοκρατία από όπου και αν προέρχεται. Στην Ελλάδα, δυστυχώς, μόνο με λόγια και όχι με πράξεις. Από την ημέρα της εκλογής μας οι ευρωβουλευτές του Λαϊκού Συνδέσμου – Χρυσή Αυγή δεχόμαστε απειλητικά μηνύματα. Με επιστολή μας στον Υπουργό Προστασίας του Πολίτη και στον Αρχηγό της Ελληνικής Αστυνομίας ενημερώσαμε για το γεγονός και ζητήσαμε μέτρα προστασίας τόσο για εμάς όσο και για τους τοπικούς βοηθούς που εργάζονται στα γραφεία μας. Δυστυχώς δεν λάβαμε καμία απάντηση.

Καταγγέλλω ότι στις 24 Δεκεμβρίου 2014 άγνωστοι έγραψαν με σπρέι απειλητικά μηνύματα κατά της ζωής μας στους τοίχους και στην είσοδο των γραφείων μας. Η Αστυνομία απλώς κατέγραψε το συμβάν. Στις 25 Δεκεμβρίου 2014, ξημερώματα Χριστουγέννων, τη νύχτα, άγνωστοι τοποθέτησαν εμπρηστικό μηχανισμό στην είσοδο με αποτέλεσμα να υποστούν υλικές ζημιές τα γραφεία μας. Τόσο ο πολιτικός κόσμος της χώρας όσο και τα μέσα μαζικής ενημέρωσης αποσιώπησαν το γεγονός.

Ζητάμε από το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο τη στήριξή του για να πράξει ως οφείλει η Ελληνική Κυβέρνηση και επιτέλους να τοποθετηθεί εικοσιτετράωρη φύλαξη στα γραφεία μας, έτσι ώστε οι συνεργάτες μας και εμείς να μπορούμε απερίσπαστοι να ασχοληθούμε με το έργο μας. Ήδη ο Λαϊκός Σύνδεσμος–Χρυσή Αυγή θρηνεί δύο θύματα από τρομοκρατική επίθεση την 1η Νοεμβρίου 2013. Ελπίζω να μην θρηνησουμε και άλλα θύματα και μετά μπροστά στις κάμερες να λέμε «Είμαι και εγώ Charlie».

**Γεώργιος Κύρτσος (PPE).** - Κυρία Πρόεδρε, στην Ελλάδα έχουμε εκλογές στις 25 Ιανουαρίου 2015 και αυτό δίνει την ευκαιρία σε διάφορα διεθνή μέσα ενημέρωσης να επαναφέρουν το θέμα του λεγόμενου Grexit, δηλαδή της αναγκαστικής εξόδου από την ευρωζώνη. Μάλιστα ορισμένοι διεθνείς οίκοι δίνουν και ποσοστά της τάξης του 25%. Θεωρώ ότι, αν όλοι - Έλληνες και Ευρωπαίοι συνάδελφοι - είμαστε συνεπείς προς τις υποχρεώσεις μας, όλα θα πάνε καλά και απαντώ έτσι και στις ανησυχίες ορισμένων που συνδέουν τα προβλήματα της Ελλάδας με το ευρώ.

Τι πρέπει να κάνουμε; Πρώτον, να είμαστε συνεπείς προς τις υποχρεώσεις που έχουμε αναλάβει, και δεύτερον, να γίνει η αναδιάρθρωση του χρέους, να πάει η αποπληρωμή του από τα τριάντα στα πενήντα χρόνια, να πέσουν τα τοκοχρεολύσια και να μπορέσει έτσι να αναπτυχθεί η οικονομία. Εάν είμαστε αποτελεσματικοί και γρήγοροι, θα προλάβουμε τις αρνητικές εξελίξεις στην οικονομία και θα εκμηδενίσουμε τις πιθανότητες για το λεγόμενο Grexit.

**Róża Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE).** - Pani Przewodnicząca! Znana jest Pani wrażliwość na prawa człowieka. Nie może tak być, że jeden kraj w Unii Europejskiej otacza opieką obywatela państwa trzeciego i udziela mu azylu, by potem inne państwo członkowskie deportowało tego samego człowieka do kraju jego pochodzenia, gdzie grozi mu prześladowanie. To jest złamanie zasady *non-refoulement*, której każde państwo członkowskie powinno przestrzegać. Dziś chodzi mi o obywatela Kazachstanu Muratbeka Ketebajewa, który otrzymał w Polsce azyl polityczny, a teraz został zatrzymany i grozi mu deportacja z Hiszpanii do Kazachstanu.

Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

Drodzy Koledzy i Drogie Koleżanki! Europosłowie z Hiszpanii, do Was się zwracam, żebyśmy nie pozwolili na to, aby uchodźcy polityczni byli odsyłani do krajów, w których

**Tonino Picula (S&D).** - Gospođo predsjednice, snovom godinom, u Hrvatskoj je prestala postojati kategorija tradicionalnog malog ribolova za osobne potrebe. Preko deset tisuća malih ribara izgubilo je pravo da tradicionalnim metodama osiguraju opstanak i ostanu živjeti na otocima. A život na otocima je ionako dovoljno otežan ograničenom prometnom povezanošću i višim troškovima.

Održivost ribljeg fonda kao cilj je neupitna. No, upitno je koliko su zalihe ribljeg fonda ugrožene zbog malih ribara i zašto se, bez relevantnih znanstvenih istraživanja, male ribare i ovu kategoriju ribolova smatra odgovornima. Zloupotreba pravila je uvijek bilo, no rješenje je bolja kontrola, a ne zabrana.

Premda europsko zakonodavstvo poznaje samo kategorije sportskog i profesionalnog ribolova, u rezoluciji o Strategiji ribarstva u Jadranskom i Jonskom moru iz prosinca 2013. jasno se spominje različitost ribolova. Propusti u pregovorima za članstvo u Europskoj uniji ne smiju se koristiti kao alibi za napade na male ribare i našu tradiciju.

Tradicionalni mali ribolov je prije svega stil života, dio identiteta i preduvjet egzistencije. Zato moramo poduzeti sve da ga zaštitimo i očuvamo.

**Kashetu Kyenge (S&D).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Europa che ha parlato a Parigi sia coerente e assuma un impegno straordinario a difesa delle libertà democratiche e di espressione per aiutare tutti i paesi in preda agli estremismi. Non lasciamo sola l'Africa!

Poche settimane fa, in quest'Aula, è stato assegnato il Premio Sacharov al dottor Mukwege e pochi giorni fa i conti dall'ospedale da lui diretto sono stati congelati. L'Europa dia un segnale forte, a difesa delle libertà e contro ogni violazione grave dei diritti umani come, in questo caso, nella Repubblica democratica del Congo!

L'Europa che ha parlato a Parigi non lasci sola la Nigeria, dove un orrore senza fine si sta consumando per mano di *Boko Haram* e sono felice della decisione presa in quest'Aula, oggi, dal Parlamento di proseguire su questo punto. Ancora attacchi, ancora morte, come in questo momento è stato attaccato un villaggio del Camerun e su questo noi dobbiamo reagire. Non manca tuttavia la speranza, incarnata da una bambina che pochi giorni fa ha mostrato la forza di opporsi ai suoi aguzzini rifiutando di farsi esplodere, con coraggio, dopo la prima esplosione si è consegnata alle autorità, ribellandosi. L'Europa deve essere lì, alla guida di una task force internazionale!

**Marcus Pretzell (ECR).** - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Ich möchte meinen tiefen Respekt für die Journalisten und Karikaturisten zum Ausdruck bringen, die für ihren Dienst an unserer liberalen Gesellschaft in Paris ermordet worden sind, für die Polizisten, die in Ausübung ihres Dienstes für ihr Land ermordet wurden, und für weitere Opfer, die ermordet wurden, weil sie Teil unserer Gesellschaft sind, die diese Terroristen so sehr hassen.

Mein Mitgefühl gilt den Angehörigen und Freunden der Opfer. Meine Sorge aber gilt einem Europa, das sich derzeit lieber selbst damit beschäftigt, sich gegenseitig die Schuld an diesem unfassbaren Verbrechen zuzuweisen, als geschlossen gegen eine kleine, dafür aber umso radikalere Minderheit aufzustehen und entschlossen dagegen vorzugehen. Weil eben die gemeinsamen Werte weitgehend abhandengekommen zu sein scheinen und es lieber darüber diskutiert, welche Werte das denn sein könnten.

Was wir brauchen, ist eine Diskussion über unsere gemeinsamen Werte und eine Versicherung unserer gemeinsamen Werte, damit diese Gesellschaft stark ist gegen solche Extremisten, die uns mit Terror überziehen.

**Angelika Mlinar (ALDE).** - Frau Präsidentin! Nach den tragischen Ereignissen in Paris fühlen wir tiefe Betroffenheit, Trauer und auch Angst. Wir haben Angst davor, nicht zu wissen, welche Folgen diese Ereignisse von letzter Woche für unser weiteres Leben haben werden. Es ist uns wieder einmal schmerzhaft vor Augen geführt worden, dass Freiheit und Demokratie Werte sind, die verteidigt werden müssen. Eine freie Gesellschaft ist ein Wert, für den es sich lohnt, sich mit aller Kraft für ihn einzusetzen immer und gegen sämtliche Bedrohungen aus allen Richtungen, denn die liberale Demokratie ist eine sehr empfindliche Pflanze, die geschützt werden muss.

**Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.**

Die Rufe nach Einführung der Todesstrafe, nach Wiedereinführung der Vorratsdatenspeicherung oder einer weiteren Verschärfung der Einwanderungspolitik, wie wir sie nun aus dem rechten politischen Eck hören, sind nicht nur falsche Reaktionen auf terroristische Angriffe, wie uns die Vergangenheit beweist, sie sind auch eine Bedrohung für die freie Gesellschaft, in der wir leben. Was wir brauchen, ist mehr Demokratie, mehr Meinungsfreiheit und mehr Rechtsstaatlichkeit. Und wir brauchen den Mut, diese mit den richtigen Mitteln zu verteidigen.

**Daniel Buda (PPE).** - Doamnă Președintă, doresc să atrag atenția asupra unei situații inacceptabile pentru România, care este tratată ca o țară de mâna a doua. În anul 2007 aderam la Uniunea Europeană, ca o recunoaștere a eforturilor și progreselor făcute în mai toate domeniile. Intrarea în spațiul Schengen a fost însă amânată în vederea îndeplinirii unor condiții tehnice de securitate specială. Astăzi, frontierele României îndeplinesc toate condițiile tehnice asumate, lucru recunoscut de toți responsabilii de resort, fiind în același timp un furnizor de securitate și stabilitate, atât pentru regiune, cât și pentru întreaga Uniune. Cu toate acestea, în mod nejustificat, ne este refuzat accesul în spațiul Schengen, sub pretexte inacceptabile pentru o Europă care se dorește a fi respectabilă. Acest lucru creează o concurență neloială între firmele românești și cele străine, fiind grav afectată circulația mărfurilor și viața cetățenilor români.

De aceea, trebuie să o spunem clar și răspicat: România trebuie să fie tratată în mod egal cu celelalte state membre ale Uniunii Europene, trebuie să se bucure de toate drepturile depline, iar aderarea la spațiul Schengen nu constituie doar un drept al României, ci și o obligație a Uniunii Europene!

**Péter Niedermüller (S&D).** - 2011-ben ez a Ház elfogadta az Európai Roma Stratégiát. Azóta születtek nemzeti stratégiák, születtek jelentések, született töménytelen papír, de a helyzet lényegében nem változott. Ma, az európai közösségen belül is a roma közösség a mindennapi élet szinte minden vonatkozásában – lakhatás, oktatás, egészségügy – súlyos diszkriminációval kell szembesülnön. Úgy kell megterveznie az életét, hogy folyamatos hátrányos megkülönböztetéssel kell szembenéznie. Ennek ellenére nincs az a benyomásom, hogy az Európai Parlament vagy az Európai Bizottság súlyának megfelelően kezelné ezt a helyzetet. Nem tudok arról a mai napig, hogy az Európai Bizottságon belül kihez, melyik biztoshoz tartozik a romákkal való foglalkozásnak a területe. Noha itt is ugyanolyan európai polgárokról van szó, mint Ön, elnök asszony vagy én. Éppen ezért nyomatékosan felszólítom a Parlamentet és az Európai Bizottságot, hogy az eddigieknél sokkal hatékonyabban foglalkozzon az európai romák helyzetével.

**Beatrix von Storch (ECR).** - Frau Präsidentin, liebe Kollegen! Nicht nur Politiker machen Politik, es reicht ein einziges Wort, und so ein Wort ist Grexit. Grexit wird aus deutschen Regierungskreisen lanciert, mindestens wird es von dort nicht dementiert. Aber Grexit ist eine Wortschöpfung – nichts anderes – zur Täuschung und zur Drohung. Getäuscht werden soll der deutsche Wähler, der nämlich das dritte Griechenland-Rettungspaket demnächst hinnehmen soll, und bedroht werden soll der griechische Wähler. Denn der griechische Wähler soll unbedingt nicht Alexis Tsipras und seine Syriza wählen. Das ist eine massive Einmischung in die demokratischen Wahlen in einem demokratischen Land. Das halte ich für unterirdisch und undemokratisch.

Der Euro funktioniert nicht, er kostet viele Millionen Menschen den Job und die Zukunft. Aber er kostet uns zunehmend auch unsere Demokratie. Nicht eine Währung ist das Herz Europas, es ist die Demokratie. Schützen wir die!

**Cristian-Silviu Bușoi (PPE).** - Doamnă Președintă, atacul terorist laș din redacția *Charlie Hebdo* și evenimentele din orele următoare, soldate cu 17 victime, au îndoliat Franța și au șocat o lume întreagă. Marșul solidarității de ieri de la Paris, cu peste un milion și jumătate de participanți, a arătat că cetățenii francezi și cetățenii europeni nu se intimidează în fața terorii și sunt uniți pentru libertatea presei, toleranță, libertăți individuale, pace și bună conviețuire. Trebuie să fim fermi și uniți în fața extremismului, terorismului, intoleranței religioase, să facem toate eforturile să întărim instituțiile care luptă împotriva terorii și să construim strategii comune cât mai eficiente pentru a înlătura cauzele mai profunde ale acestor evenimente.

Toată compasiunea și susținerea pentru familiile, colegii de redacție și toți cetățenii francezi afectați de tragicele evenimente. *Je suis Charlie!*



Poniedziałek, 12 stycznia 2015 r.

**Hugues Bayet (S&D).** - Madame la Présidente, il ressort de deux entretiens donnés fin décembre par le président et l'économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE) que le risque de déflation existe pour la zone euro et nous connaissons évidemment les dangers de cette configuration économique: charge accrue de la dette, baisse de la demande et donc de la consommation et in fine, montée du chômage.

Certes, l'évolution du prix des produits pétroliers est, à cet égard, favorable puisqu'elle devrait redonner un peu de pouvoir d'achat aux citoyens, mais cela sera-t-il suffisant pour endiguer les risques déflationnistes? En effet, une fois de plus, les politiques d'austérité démontrent aujourd'hui toute l'ampleur de leur impact négatif, à la fois en termes humains et sociaux et sur le plan économique.

Un premier pas, timide, de relance a été fait par l'intermédiaire du plan proposé par le président de la Commission, mais je pense qu'il faut clairement aujourd'hui aller bien au-delà. Deux leviers me paraissent essentiels à cet égard.

Premièrement, il faudrait neutraliser l'investissement public productif qui est réalisé pour relancer l'économie, par le changement du calcul des déficits, et donc pas uniquement dans le cadre des participations publiques au fonds européen d'investissement spécifique.

Deuxièmement, la BCE doit jouer un plus grand rôle dans la relance européenne, notamment dans la prévention du risque de déflation. L'opération TLTRO a, à ce titre, montré les limites du volontarisme de l'investissement privé. Elle doit dès lors développer des mesures expansionnistes afin de promouvoir l'investissement public et actionner ainsi un levier public pour relancer la demande et l'emploi.

**Clara Eugenia Aguilera García (S&D).** - Señora Presidenta, quiero denunciar la situación de las familias de las víctimas del franquismo en España. En los principios recogidos por la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas se dice lo siguiente: «El conocimiento por un pueblo de la historia de su opresión pertenece a su patrimonio y, como tal, debe ser preservado con medidas apropiadas en nombre del deber a la memoria que incumbe al Estado».

Especialmente doloroso y traumático es el dolor de las familias de las víctimas del franquismo en España que todavía no han podido siquiera dar sepultura a sus familiares al no haberlos localizado en alguna de las innumerables fosas comunes que persisten todavía en mi país.

El Gobierno socialista aprobó una ley que se ha visto paralizada por el actual Gobierno del Partido Popular. El Gobierno de la Junta de Andalucía ha demostrado sensibilidad y compromiso con las víctimas del franquismo y aprobará en breve una ley para la memoria democrática en mi región, Andalucía. Ante todo esto, el Gobierno actual del Partido Popular de mi país deja la ley nacional sin contenido y está permitiendo que no haya lugar para la verdad, la justicia y la reparación de las víctimas del franquismo en España. Por tanto, como altavoz de estas demandas, quiero denunciar esta situación ante este Pleno.

**Die Präsidentin.** - Damit ist dieser Tagesordnungspunkt geschlossen.

## 12. Porządek obrad następnego posiedzenia: patrz protokół

## 13. Zamknięcie posiedzenia

(Die Sitzung wird um 18.30 Uhr geschlossen.)